

YÉMEN

Un an sous les bombes Refusons #1anDePlus

Mois après mois la situation ne cesse de se détériorer

Après une année sous les bombes la population yéménite est toujours otage des combats. Le niveau d'urgence humanitaire a été élevé à son maximum. Seuls trois autres pays dans le monde sont au niveau 3 d'urgence : l'Irak, la Syrie et le Soudan du Sud. **La guerre a entraîné le déplacement massif de plus de 2,5 millions de personnes**¹ faisant peser sur certaines régions une pression démographique très importante². La majorité des déplacés sont des femmes et des enfants³. Particulièrement vulnérables, ils ont fui les frappes aériennes et les attaques au sol. Certains ont trouvé refuge chez des proches, mais près de la moitié est hébergée dans des écoles, des bâtiments publics abandonnés, dans des structures temporaires ou des abris de fortune. De nombreuses familles ont dépensé les économies d'une vie dans leur fuite.

Alors que les bombardements ont fait officiellement 30 000 blessés et 6 000 morts (des chiffres probablement sous-estimés), les services de base sont désorganisés et 600 structures de santé ont cessé de fonctionner du fait des dommages liés au combat, du manque d'approvisionnement en matériel médical et médicaments, du manque de fuel et du manque de personnel soignant. Malgré l'immensité des besoins humanitaires, **les possibilités de mener des programmes d'aide sont limitées par le manque de moyens, les blocages constants d'accès et l'insécurité**. Les conséquences humanitaires pour les populations sont terribles. Malheureusement, un cessez-le-feu et le libre passage de l'aide ne semblent pas envisageables à court terme. C'est pourtant une condition indispensable pour permettre l'acheminement et la distribution de l'aide humanitaire à travers le pays.

1 / OCHA Humanitarian Bulletin
18/12/2015

2 / Ces 5 gouvernorats accueillent
51 % des déplacés :
Taizz (392 429 personnes),
Amran (288 437), Hajjah (228 453),
Sana'a (191 786) et Abyan
(186 983). OCHA Humanitarian
Bulletin 18/12/2015

3 / 67 % des déplacés yéménites
sont des femmes et des enfants,
OCHA Humanitarian Bulletin
18/12/2015

RAPPEL

Le 26 mars 2015, l'Arabie Saoudite a pris la tête d'une coalition de pays arabes, soutenue par la communauté internationale – dont la France, qui a mené une offensive au Yémen dans le but d'affaiblir les Houthis et de rétablir dans ses fonctions le président Abd Rabbo Mansour Hadi exilé à Riyad. Les bombardements aériens et les différents combats entre milices yéménites ont considérablement aggravé la situation humanitaire de ce pays qui était déjà le plus pauvre de la péninsule arabique avant le déclenchement du conflit. La Résolution 2216 des Nations Unies, adoptée en avril 2015, en mettant notamment en place l'embargo sur les armes à destination des Houthis et de leurs alliés, a entraîné un blocus de fait du pays, aggravant considérablement la situation des populations civiles.



© ACF - Eric De Monval - Yémen

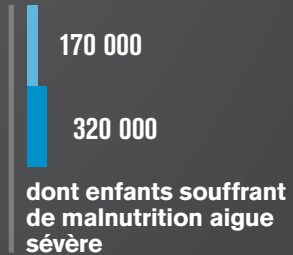
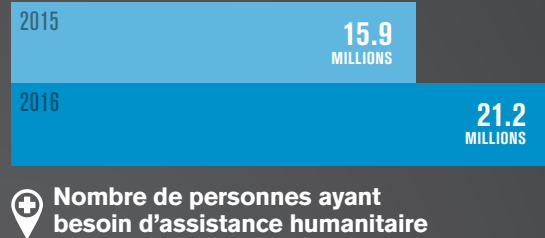
Geoffroy Perrier, Responsable logistique pour le Yémen, revient d'une visite sur le terrain. « Mon impression c'est que le pays est dans une sorte d'attente... C'est calme, les gens sont étonnamment sereins. Tout le monde attend la tempête. Personne ne sait pas quand elle va arriver. Dans 2 heures ? Dans 8 jours ou dans 3 mois ? Ni même de quelle ampleur elle sera ? Mais tout le monde sait qu'elle va arriver. Le conflit est à un tournant, il est à l'aube d'une nouvelle phase. Et chacun sait que la situation va se dégrader très fortement. Des limites ont été franchies, transgressées aux vues et aux sus du monde entier. Ce conflit ne respecte plus aucune règle, sans que cela ne fasse réagir. C'est le début d'un nouveau type de guerre. C'est très inquiétant pour l'avenir du pays et de l'aide humanitaire. Toutefois, la société Yéménite fait preuve d'une force intérieure impressionnante et elle résiste. D'autres pays avec le même niveau de conflit se seraient déjà effondrés. Pourtant le Yémen tient bon. Il a une capacité de résilience très forte et sait toujours comment rebondir. »

Mars 2015 - mars 2016

Explosion des besoins humanitaires

POPULATION TOTALE DU PAYS : 26 MILLIONS D'HABITANTS

Entre mars 2015 et mars 2016
le nombre de personnes
déplacées est passé
de 334000 à 2,5 millions, soit
une progression de 648,5 %



L'une des plus graves crises du monde

Aujourd'hui 80 % de la population yéménite a besoin d'une assistance humanitaire d'urgence selon les Nations Unies. L'envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen a d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme il y a déjà plusieurs mois, en avertissant que le pays se trouvait "à deux doigts de la famine".

En effet, la situation est alarmante : **la moitié de la population est en situation d'insécurité alimentaire**, tandis que la malnutrition touche déjà 2 millions de personnes parmi les plus fragiles que sont les enfants de moins de 5 ans ou les femmes enceintes et allaitantes. L'urgence est encore plus critique pour près de 320 000 enfants qui sont atteints de la forme la plus grave de la maladie, la malnutrition aiguë sévère. « *Les équipes d'Action contre la Faim sur le terrain ont également observé des signes d'aggravation de la situation. En effet, les enfants que nous accueillons actuellement dans les centres nutritionnels sont plus âgés et dans un état d'émaciation plus avancé que d'habitude. C'est un signe très alarmant pour nous* » souligne Danka Pantchova, Référente nutrition pour le Yémen.



© ACF - Eric De Monval - Yemen

4 / Le prix du blé est en moyenne 47 % plus élevé qu'avant la crise et l'augmentation dépasse 100 % dans le sud du pays. Le prix des carburants a augmenté en moyenne de 273 %, avec des hausses localisées de 350 à 400 %

5 / PNB par habitant

Alors que le pays dépendait presque exclusivement de l'importation, il est aujourd'hui coupé du monde et les moyens d'existence de la population se sont effondrés, ce qui l'a rapidement plongé dans une situation d'insécurité alimentaire généralisée. Les difficultés d'accès et de transport, et la pénurie de carburant entretiennent une très forte hausse des prix des produits de base⁴, alors que dans le même temps, une grande partie de la population a vu ses sources de revenus s'effondrer. **Si on constate depuis quelques semaines que la nourriture et l'aide humanitaire entrent finalement peu à peu dans le pays, l'insécurité alimentaire reste très élevée.** Le pouvoir d'achat⁵ a continuellement baissé ces dernières années et est désormais le plus bas du monde arabe. Les activités agricoles et la pêche qui constituent la principale source de revenu de plus de la moitié de la population yéménite sont désormais limitées, voire impossibles. De plus, les observateurs envisagent une réduction de 30 % des récoltes dans les mois à venir, à cause de la sécheresse, du coût et du manque d'intrants agricoles (semences, engrais, outils agricoles, aliments pour animaux, le carburant pour les pompes d'irrigation, etc.).

Le carburant servait également à alimenter les pompes hydrauliques ce qui représente un enjeu vital dans un pays où l'accès à l'eau est un problème chronique. Sa pénurie, associée à la destruction des infrastructures d'eau et d'assainissement, ont pour conséquence que 9,4 millions de personnes ont un accès réduit à l'eau potable.

Une guerre au mépris de toutes les règles

Le mépris flagrant de toutes les parties au conflit pour le Droit International Humanitaire et les droits humains a des conséquences extrêmement lourdes pour les populations civiles et limite le travail des organisations humanitaires pour leur venir en aide. « *Les premières victimes des violations sont les populations et les installations civiles en général : attaques et bombardements indiscriminés, « non-respect » des cessez-le-feu, occupation par des groupes armés d'écoles ou de centres de santé, bombardements de bâtiments civils dont 69 hôpitaux...* » tient à rappeler Lucile Grosjean, Chargée de plaider crises humanitaires et conflits. En février 2016, le Panel d'Experts des Nations Unies a dressé une liste « des violations massives du droit international humanitaire et des enfreintes systématiques et graves des droits civils⁶ » et conclu que « les civils sont affectés de manière disproportionnée par la conduite des hostilités ».

De plus, les menaces et attaques directes contre les humanitaires sont légions et constituent des atteintes graves. **La liste des violations contre les travailleurs humanitaires ne cesse de s'allonger**: pillage des bureaux d'ONG⁷, intrusion d'hommes armés dans des centres de soins⁸, confiscation des papiers d'identité des équipes, blocage, détentions et arrestations arbitraires, vols de matériel, près d'une dizaine de travailleurs humanitaires tués depuis un an...

La position française ambiguë

Malgré les nombreuses condamnations de toutes les parties au conflit au Yémen, dont l'adoption par le Parlement Européen de la résolution 2015/2760 condamnant les violences, les bombardements ainsi que le blocus et appelant toutes les parties à assurer la protection des civils et éviter de cibler les infrastructures civiles, en particulier les structures médicales et les systèmes d'eau, **on peut s'étonner que la France continue à apporter son soutien à la coalition armée menée par l'Arabie Saoudite**. De même, au vu des violations en cours et des engagements pris par la France via la ratification du traité sur le Commerce des Armes et la Position commune de l'Union européenne sur le contrôle des exportations d'armes, la France devrait suspendre ces ventes et transferts d'équipements militaires vers toutes les parties au conflit⁹.

Le Parlement européen a adopté le 25 février 2016 une résolution demandant la mise en place d'un embargo sur les armes vendues à l'Arabie Saoudite par les Etats membres.

6 / Rapport Final du Panel d'Experts des Nations Unies sur le Yémen, 26 janvier 2016

7 / Bureau d'ACF à Aden pillé, comme ceux d'à peu près toute la communauté humanitaire au moment des combats dans Aden.

8 / Le 13 juillet dernier, des combattants armés ont fait irruption dans l'un des centres d'Action contre la Faim, situé dans le sud du gouvernorat d'Hodeïda. Les hommes armés ont vérifié la nourriture, les médicaments et le matériel humanitaire distribués par les équipes, ainsi que l'identité de chacun. Cela représente une menace réelle et directe pour la sécurité des travailleurs humanitaires et des bénéficiaires présents à ce moment-là.

9 / Selon ce traité signé en décembre 2014, les ventes et transferts d'armes doivent être suspendus en cas de « risque » que des violations des droits de l'homme soient commises avec ces armes.

À RETENIR :

Les ONG appellent à une pression diplomatique accrue pour un cessez-le-feu immédiat et une résolution politique durable du conflit et demandent la mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante pour enquêter sur les preuves croissantes de potentiels crimes de guerre ainsi que l'extension de l'embargo sur les armes à toutes les parties violant les lois de la guerre au Yémen.

Le silence assourdissant autour de cette crise et des multiples violations commises est particulièrement choquant. Il n'y a qu'un pas pour qualifier ce silence de complice. Ce manque d'intérêt et de mobilisation est dans tous les cas un signe de plus de l'échec de la communauté internationale et du Conseil de sécurité en particulier à faire face à ses responsabilités, notamment celle de protéger les victimes de conflit.

10 / Entre 2 à 4 semaines en moyenne, pouvant aller jusqu'à 3 mois – certains sont refusés

11 / En particulier dans les gouvernorats d'Hajjar et Hodeïdah,

12 / Des groupes armés demandent les listes complètes mentionnant les coordonnées détaillées des équipes, des bénéficiaires, mais également la liste des équipements, véhicules, mouvements journaliers et les plans de travail journalier

13 / A la fin du mois d'octobre 2015 des équipes mobiles avaient réalisé 9172 consultations pour des maladies infantiles et 7222 consultations auprès des femmes enceintes ou allaitantes et des enfants de moins de 5 ans.

14 / Le ciblage, pendant un temps, des camions par la coalition a par exemple obligé les équipes à utiliser de multiples petits véhicules plutôt que des camions (notamment pour les distributions)

15 / En ce moment, en pleine période de pic de malaria, il n'y a pas d'anti-paludéen disponibles dans les districts d'Hajjar et Hodeïdah. ACF tente également depuis plusieurs semaines de faire rentrer 150 kg de médicaments nécessaires dans le cadre de nos programmes de santé primaire. Cette situation met en danger l'existence même de ce programme de 600 consultations par zone

16 / Dans certains sites les équipes d'ACF menaient des activités nutritionnelles mobiles passant une fois par semaine en moyenne pour recevoir les patients atteints de malnutrition aigüe sévère et leur fournir leur traitement après un check-up médical. Elles ont été forcées de suspendre leurs activités, le temps de trouver de nouveaux emplacements qui ne mettront pas en danger les bénéficiaires et les équipes d'ACF.

L'action humanitaire entravée

L'insécurité et les combats ne sont pas les seules raisons qui limitent les mouvements dans le pays et l'accès des populations à l'aide. Toutes les parties au conflit n'ont cessé d'ajouter des obstacles supplémentaires à l'intervention des humanitaires.

« La difficulté croissante pour obtenir des visas pour les expatriés¹⁰ et les refus des permis de circuler sont des casses tête quotidiens qui ont de fortes conséquences sur nos programmes. La multiplication des checkpoints tenus par différents groupes armés et, de manière générale, la fragmentation croissante du territoire (notamment dans le sud) compliquent, ralentissent, voire empêchent la circulation des biens et des personnes d'une zone à l'autre et à travers le pays » explique Isabelle Moussard Carlsen, Directrice régionale pour le Moyen Orient.

Intervenir au Yémen aujourd'hui est particulièrement éprouvant et complexe pour les équipes : irruption d'hommes armés sur les lieux des programmes et dans des centres nutritionnels, menaces envers les équipes, violences physiques, intimidations, mises en joue, vol de matériel, pressions croissantes des autorités locales¹¹, harcèlement administratif, tentatives de contrôle de l'aide ou de sélection des bénéficiaires¹²... Pourtant, les 170 membres de l'équipe continuent à contourner ces obstacles dès que cela s'avère possible¹³.

Les conséquences sur les activités humanitaires

Ces derniers mois, les équipes d'ACF ont dû annuler, reporter ou adapter¹⁴ leurs activités à de très nombreuses reprises. Les pénuries de médicaments et le processus extrêmement complexe et coûteux pour importer des médicaments¹⁵ limitent quant à eux la mise en place des programmes de santé.

Des zones entières restent inaccessibles à cause des combats et cela empêche la mise en place des programmes. L'occupation ou les bombardements par des groupes armés d'écoles ou de centres de santé utilisés auparavant de manière régulière par les équipes d'ACF pour des programmes nutritionnels retardent ou bloquent les activités¹⁶.

À RETENIR :

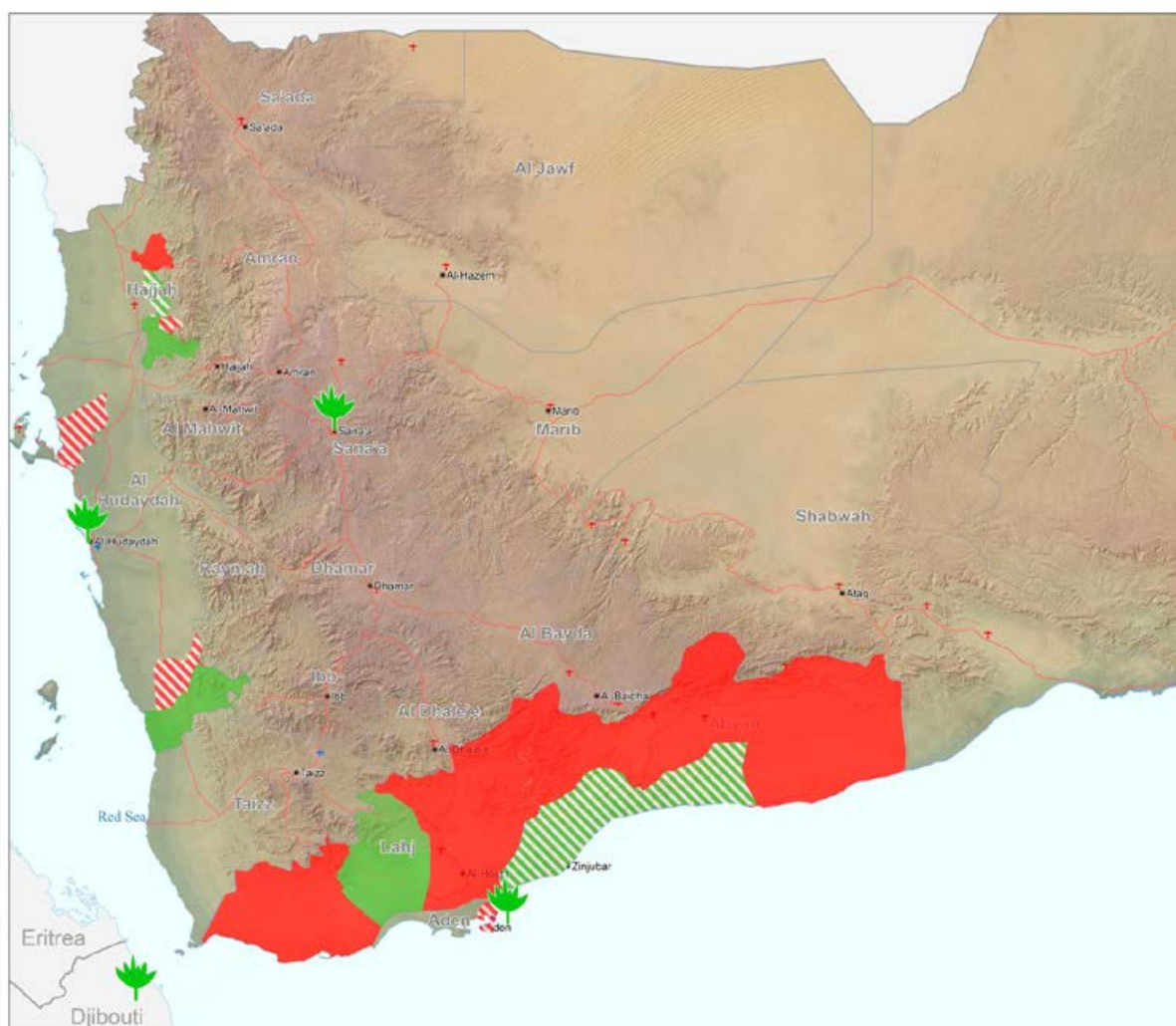
Au vu de la détérioration rapide de la situation humanitaire, des restrictions en cours sur les importations et de l'effondrement des services de base dans tout le pays, les ONG appellent depuis des mois le Conseil de sécurité des Nations Unies à obtenir immédiatement des belligérants un cessez-le-feu et un passage sûr et non entravé de l'aide humanitaire vers les populations affectées.

ACF au Yémen

Présente dans le pays avant le début de la guerre, ACF mène depuis 2012 des programmes dans ses différents domaines d'expertise. Du fait de la pauvreté, des problèmes environnementaux, de l'insécurité et de la faiblesse de l'Etat, le pays faisait déjà face à d'énormes besoins humanitaires avec 15,9 millions de personnes (61% de la population) nécessitant une aide humanitaire à la fin de 2014. Le conflit a exacerbé les vulnérabilités déjà existantes. **ACF est l'une des rares ONG encore présentes dans le pays.** Aujourd'hui, plus de 170 professionnels mènent des activités humanitaires regroupées autour des villes de Sanaa, où se trouve l'équipe de coordination, et dans les provinces d'Hodeidah, Hajjah, Aden, Abyan et Lahj.

- ACF base
- Areas of intervention
- Areas currently unreachable
- Areas with limited access due to airstrikes and forthcoming fighting
- Areas with limited access due to presence of armed groups

ACF map based on IMMAP reference map



Depuis le début de la crise de 2015, ACF a axé ses activités sur l'urgence et attache un soin particulier à venir en aide aux populations déplacées. Dans les domaines de la nutrition et de la santé, ACF a mis en place des consultations médicales, de traitements thérapeutiques et de prévention, avec une attention particulière pour les enfants de moins de 5 ans. Les femmes enceintes et allaitantes bénéficient d'un suivi pré et post-natal, incluant un apport en micronutriments. **Dans le domaine de la sécurité alimentaire ACF met en place des programmes de soutien financier et de distributions de coupons alimentaires afin d'augmenter les revenus des ménages et distribue des produits de première nécessité lorsque les marchés locaux ne sont pas fonctionnels.** En eau, assainissement et hygiène, les équipes d'ACF multiplient les réhabilitations et les constructions de points d'eau et de latrines au niveau communautaire ainsi que dans les écoles et centres de santé, où des sessions de promotion à l'hygiène sont organisées. Par ailleurs des kits d'hygiène et des filtres à eau en céramique sont distribués aux familles les plus vulnérables.

CONTACTS
PRESSE PARIS :

Julia Belusa

+ 33 1 43 35 82 22

jbelusa@actioncontrelafaim.org

Le soir et le Week-end

+ 33 6 70 01 58 43

Des porte-paroles sont
disponibles pour répondre
à vos questions

